



Grèce : qui a peur de la démocratie ?

Le peuple Grec subit depuis janvier dernier, une pression et un chantage intolérable de la part des institutions européennes, des gouvernements de la zone Euro et du Fonds Monétaire International. Ces derniers refusent d'accepter le verdict des urnes et l'élection démocratique d'un nouveau gouvernement.

Le gouvernement Grec propose l'augmentation du salaire minimum, le rétablissement du treizième mois de pension de retraites, le renforcement des services publics, le développement de politiques en termes de logement et d'éducation font parties des mesures urgentes dont a besoin le peuple grec.

Cela doit d'abord passer par un moratoire sur le service de la dette, afin que les sommes conservées soient affectées au redressement de l'économie et que le remboursement d'une dette dont la légitimité reste à démontrer, n'empêche pas toute possibilité de redressement économique.

Depuis plusieurs mois, une « négociation » est engagée entre le gouvernement grec et les institutions européennes pour trouver une issue à cette crise. Des compromis ont été acceptés, le calendrier des réformes revu. Mais en guise de conclusion, c'est un véritable diktat que proposent M e s d a m e s MERKEL, LAGARDE ainsi que M . HOLLANDE. Pour eux, une seule solution : la soumission au capitalisme.

Derrière la pression exercée sur le peuple grec, c'est l'ensemble des citoyens d'Europe que l'on souhaite bâillonner. Le FMI et les dirigeants européens veulent faire de la Grèce, un exemple pour tous ceux qui souhaitent rompre avec cette logique austéritaire et faire entendre une autre voix. C'est le principe même de la démocratie qui est remis en cause !

La CGT condamne ce chantage et apporte une nouvelle fois son soutien au peuple et aux salariés grecs.

En Grèce comme en France, nous revendiquons une véritable démocratie sociale et politique qui donne la parole aux salariés dans les entreprises, aux citoyens dans leur pays et qui respecte la souveraineté.

La CGT réaffirme l'incontournable nécessité d'un renforcement des services publics partout en Europe.

C'est pourquoi, la CGT appelle les salariés à participer massivement au rassemblement organisé à Paris, place de la Bastille, jeudi 2 juillet à 18h30 ainsi qu'à toutes les manifestations organisées en France dans les prochains jours.